



Deux jeunesses, deux France. Mais pas de solution à deux États

Description

« Lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien ni de personne, alors c'est là, en toute beauté et en toute jeunesse, le début de la tyrannie. »

Trois semaines. Il aura suffi de trois semaines pour que la France nous offre deux images diamétralement opposées de sa jeunesse.

Le 25 septembre, près de 80 000 jeunes remplissaient le Stade de France pour accueillir le pape Léon XIV. Une jeunesse joyeuse, fervente pour certains, simplement curieuse pour d'autres, mais pacifique, fraternelle, heureuse d'être ensemble, dans un profond respect de l'Autre, dans un profond respect de la République. Elle chantait, elle écoutait, elle partageait. Le pape lui parlait d'un combat qui ne se mène ni par « *la violence, le mépris ou l'oppression* ».

A peine trois semaines plus tard, d'autres images ont envahi nos écrans.

Des vitrines fracassées. Des commerces pillés. Des bâtiments publics attaqués. Une mairie incendiée. Une caserne de gendarmerie prise pour cible alors que des familles y vivaient. Des policiers et des gendarmes débordés, parfois agressés avec une violence inouïe. À Paris comme dans plusieurs grandes villes, l'État a, pendant quelques heures et dans quelques rues, perdu la maîtrise du terrain. La « *racaille* » a déferlé et a failli renverser la République.

Deux jeunesses ? Deux France ? Peut-être.

Mais certainement pas deux États.

Car la République n'est pas un archipel où certains respecteraient les lois pendant que d'autres décideraient qu'une colère, même légitime, leur donne le droit de les abolir. La République Française est Une et Indivisible de la Mer Méditerranée à la Manche, de l'Atlantique au Rhin, et y compris en Outre-Mer.

Il faut d'ailleurs être précis. Des milliers de Français ont manifesté pacifiquement le 17 octobre. Des lycéens, des étudiants et des travailleurs expriment depuis plusieurs semaines de vraies inquiétudes sur l'école, l'enseignement supérieur, leur pouvoir d'achat et leur avenir. Malgré une certaine porosité ici ou là, les confondre avec ceux qui pillent serait aussi injuste qu'absurde.

Mais rien ne justifie de **transformer le pillage en forme radicalisée de revendication sociale**.

Voler un téléphone dans une boutique éventrée n'est pas manifester. Incendier des poubelles n'est pas revendiquer. Saccager une mairie n'est pas contester. Attaquer un policier n'est pas débattre.

Et vouloir abattre l'ordre républicain n'est pas exercer une liberté : **c'est attaquer la condition même de nos libertés**.

Emmanuel Macron l'a compris dans les mots. Dimanche soir, il a dénoncé les « factieux », les casseurs et les pillards, promis des poursuites, demandé aux préfets de pouvoir interdire certains rassemblements et annoncé une réflexion sur les défaillances du dispositif de sécurité.

Mais, comme souvent, vint ensuite le « **en même temps** ».

Écouter les colères, évidemment. Comprendre les angoisses de la jeunesse, certainement. Mais réunir autour d'une table élèves, étudiants, enseignants, syndicats, patronat et élus ne constitue pas une réponse à une crise d'autorité. Et pour son information, il existe déjà des délégués d'élèves et des délégués d'établissement !

On ne répond pas à une vitrine fracassée par une table ronde. On agit !

Le meilleur résumé de l'intervention d'Emmanuel Macron nous est peut-être donné par Raymond Devos : « *je vous signale tout de suite que je vais parler pour ne rien dire, mais moi, quand je n'ai rien à dire, je veux qu'on le sache* » ... Quelle triste fin de mandat et il va falloir tenir encore six mois comme cela !

Mais pouvait-on attendre autre chose d'un homme qui a eu peur d'être à la tête de la nation, lors d'une magnifique marche pour les Valeurs de la République et contre la haine des juifs, par peur d'exciter les « racailles » des « Territoires Perdus de la République » ? Peut-il, depuis, incarner l'Autorité ? Il est grand temps de tourner la page de ses deux mandats.

La République doit savoir faire deux choses simultanément sans jamais les confondre : **protéger et émanciper**.

Protéger d'abord.

Il faut tirer toutes les leçons du 17 octobre : renseignement renforcé sur les groupes violents, prépositionnement des forces autour des bâtiments publics et des zones commerciales, interdictions ciblées lorsque le risque de violence est établi, interpellations rapides, justice immédiate lorsque les faits le permettent, peines exécutées et réparation systématiquement recherchée auprès des auteurs. Être masqué sur la voie publique est un délit, il faut donc, systématiquement, et dès le début d'une manifestation, arrêter les gens masqués et les sanctionner fortement. Quand on est visage découvert, c'est pour revendiquer, quand on se masque et qu'on cherche à cacher son identité, c'est pour casser

et piller. L'Etat nous a habitué à parler mais à ne rien faire. Stop ! Il est temps d'appliquer les lois, d'agir et de réagir !

Les premières victimes du désordre ne sont d'ailleurs presque jamais les « puissants ». Ce sont les commerçants, leurs salariés, les habitants des quartiers concernés, ceux qui prennent le métro tôt le matin pour travailler et retrouvent leur rue dévastée le soir.

L'ordre exige aussi une politique sociale.

Nicolas Sarkozy avait promis en 2005 de « nettoyer au Kärcher » les trafics et la délinquance de certains quartiers. La formule avait choqué et plu. Vingt et un ans plus tard, inutile de chercher le Kärcher : il est resté dans le placard de la communication politique. Il est temps de l'utiliser et remettre la pression !

Mais la fermeté seule ne suffira pas. Elle est une condition nécessaire mais pas suffisante.

Une République solidariste doit aussi reprendre la bataille de l'avenir : remettre des professeurs devant les élèves, des soignants devant les malades, du « bleu » dans les rues, rétablir l'autorité et l'exigence à l'école, viser l'excellence et développer massivement l'apprentissage, permettre aux jeunes de se loger, de travailler, de construire une famille et de permettre que leurs efforts seront récompensés.

Elle doit surtout réapprendre quelque chose que nous avons progressivement oublié : **les droits et les devoirs sont les deux faces d'une même citoyenneté.**

Le droit de manifester est sacré. Le devoir de respecter celui qui ne manifeste pas l'est aussi. Le droit de contester l'État est démocratique. Le devoir de respecter ses lois est républicain.

Respecter la République, c'est aussi respecter sa Constitution, et la Constitution garantit **le droit de propriété**, qui est défini, dans son article 17, comme **un droit fondamental, inviolable et sacré !**

La solidarité oblige naturellement la Nation envers sa jeunesse. Mais la responsabilité oblige aussi chacun envers la Nation.

Voilà la ligne radicalement républicaine. Ni le Kärcher pour seul programme politique. Ni l'excuse sociologique pour politique pénale.

L'autorité sans justice devient oppression. La justice sans autorité devient impuissance.

Platon dans le livre VIII de la République nous avertissait déjà : « **Lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien ni de personne, alors c'est là, en toute beauté et en toute jeunesse, le début de la tyrannie.** »

Les 80 000 jeunes du Stade de France et les jeunes qui manifestent pacifiquement appartiennent à la même République. Ceux qui cassent, pillent et agressent doivent comprendre qu'ils peuvent y avoir leur place, mais qu'ils n'y feront jamais leur loi. Et ils peuvent partir ailleurs s'ils rejettent nos valeurs républicaines.

Parce qu'il peut y avoir plusieurs jeunesses. Plusieurs opinions. Plusieurs colères. Plusieurs façons d'aimer la France.

Mais il ne peut y avoir qu'une seule République. Une République Indivisible Laïque Sociale et Démocratique !

Et, sur son territoire, un seul État de droit, « de la mer à la mer ».

Patrick Pilcer

Président de Pilcer & Associés, conseil et expertise sur les marchés financiers. Auteur de « Radicalement Républicain. Le mur n'est pas une fatalité », préface de Xavier Bertrand

Categorie

1. Édito

date créée

20 octobre 2026